

tion actuelle. Par malheur, les compétences sont notre exportation la plus importante. Pourquoi les gens compétents partent-ils? Ils s'en vont à la recherche d'un travail mieux rémunéré. La principale cause de cette émigration est la faible base de l'emploi. Personne ne va rester si les emplois ne sont pas assez nombreux pour permettre aux gens de maintenir un niveau de vie semblable. Mais si cette émigration continue au rythme très élevé des dernières années, on se demandera peut-être s'il restera assez de gens dans la région pour produire les biens et les services nécessaires pour éviter que le fossé ne s'élargisse encore.

On ne peut empêcher des gens de partir par la force. On ne peut pas non plus s'attendre qu'ils resteront dans la région mus par l'espoir que le revenu par habitant va augmenter. Il faut créer des emplois dans la région et à un niveau assez élevé pour que les barèmes de traitements soient comparables à ceux versés dans d'autres régions du Canada. C'est seulement ainsi que nous parviendrons à inciter les gens à demeurer dans la région. C'est dire que le gouvernement fédéral doit planifier la création de nouveaux emplois dans la région. Voilà ce qu'il nous faut, des possibilités d'emploi.

Il faut réduire l'écart provisoire entre le revenu individuel dans cette région et la moyenne canadienne; on devrait y parvenir en produisant une source de revenu dans la région et non pas en y transférant de l'argent. Une pluie de subventions aux provinces de l'Atlantique ne résoudra tout simplement pas nos problèmes de façon satisfaisante. Le paternalisme n'engendrera jamais la prospérité. Ces mots ne sont pas de moi. Malheureusement, nos provinces sont entrées dans la Confédération pour des raisons d'intérêt. Plus regrettable encore, nous existons depuis grâce à ce système. Je le répète: la pluie des subventions dans la région n'a pas donné de résultats, sauf qu'elle a permis à nos gens de survivre sur une terre qu'ils aiment mais qui, regrettamment, ne peut les faire vivre.

Toute nouvelle aide à cette région du Canada ne doit pas porter l'étiquette de la charité. Elle doit nous aider à devenir productifs. Il nous faut des politiques orientées vers une productivité sans cesse grandissante, qui entraînera une efficacité maximale et l'utilisation de nos ressources naturelles et leur traitement, dans toute la mesure du possible, dans la région même. Je dois dire que l'extrait suivant du discours du trône nous encourage un peu. Je cite:

Le gouvernement continuera à se préoccuper de la production des richesses, et il n'aura de cesse que tous les citoyens puissent en profiter.

S'il ne s'agit pas là de mots creux, espérons-le, le gouvernement doit se mettre en branle tout de suite pour aider notre région. Cette aide pourrait être assurée de bien des manières. Nous avons certaines ressources naturelles dans la région. A titre d'exemple, dans ma propre province, nous avons une entreprise de mousse d'Irlande qui prend rapidement de l'expansion. A l'intention des députés qui pourraient ne pas le savoir, la mousse d'Irlande est une petite plante marine qui s'attache aux rochers très près de la marée basse. L'extrait le plus important et le plus précieux de la mousse d'Irlande est un produit appelé carragheen. Il vaut de \$1.50 à \$2 la livre. Il est utilisé comme base stabilisatrice dans un très grand nombre de produits. Ainsi, l'extrait est utilisé dans la crème glacée, le lait au chocolat, les garnitures de

tartes, la bière et les glaçages. Il est également utilisé dans les aérosols insecticides, les peintures à l'eau, les encres, les shampooing, les onguents, les comprimés et les cosmétiques. Ce produit se prête à des centaines d'usages.

L'an dernier, la province de l'Île-du-Prince-Édouard a produit 54 millions de livres de cette mousse d'Irlande, savoir 37 p. 100 de l'approvisionnement mondial. Songeons-y, 37 p. 100 de l'approvisionnement mondial de mousse d'Irlande a été produit dans la petite province de l'Île-du-Prince-Édouard. L'an dernier, quelque 85 millions de livres de cette mousse d'Irlande ont été récoltées dans les Maritimes. Cela représente environ 84 p. 100 de la production mondiale. C'est une industrie très prometteuse, mais l'aspect malheureux est que toute cette mousse est exportée soit au Danemark, ou dans l'État du Maine pour en faire extraire le carragheen, qui en est l'élément important. A mon avis, il n'y a absolument aucune raison pour que des usines d'extraction ne puissent être établies dans la région atlantique. Cela fournirait du travail à beaucoup de nos gens et permettrait d'extraire cet important produit chez nous. Nous n'aurions pas à l'exporter dans les pays étrangers. C'est une industrie qui, me semble-t-il, pourrait fort bien être aidée et soutenue par le gouvernement fédéral, en vue de plus nombreux emplois pour notre population.

Dans nos provinces, la pêche est une autre industrie importante des provinces atlantiques. En 1969, elle a produit un revenu dépassant les 9 millions de dollars. Sans doute, plus de travail s'impose pour rendre le poisson attrayant et facile à préparer, et pour en encourager une plus forte consommation. Les derniers chiffres du Bureau fédéral de la statistique indiquent que, pour une livre de poisson, les Canadiens mangent 13 livres de viande et de volaille. En l'occurrence, on peut, dans une large mesure, blâmer directement le ministère des Pêches. Hélas, le ministère a fait très peu de démarches pour vérifier ce que veut le consommateur en fait de poisson, ou pour encourager nos producteurs à le rendre plus attrayant et à en améliorer la qualité. Le contrôle qualitatif devrait être plus strict, car toute l'industrie souffre lorsque des inspecteurs négligents permettent que du poisson de qualité inférieure atteigne la table du consommateur. Je le répète, on devrait encourager davantage la population à manger du poisson.

Dans bien des cas, les recettes de poisson publiées à l'intention des consommateurs, dont certaines par le ministère des Pêches lui-même, sont si compliquées, exigent tant d'ingrédients rares et demandent tant d'appât que la ménagère ordinaire, en désespoir de cause, ouvre le réfrigérateur et sert des saucisses. On ne peut compter que les ménagères découvrent, par l'intermédiaire des compagnies de transformation, ce qu'elles doivent faire du poisson en l'achetant, mais si elles attendent de l'apprendre du gouvernement, je crains que, d'ici là, le poisson ne se gâte. Les livres de recettes de poisson publiés par le gouvernement—et il y en a de bons—ne devraient pas être empilés à Ottawa en attendant que le consommateur les demande par écrit. Les consommateurs n'écritont pas. A mon avis, ces livres de recettes devraient être expédiés. A moins que le gouvernement fédéral ne prenne des dispositions semblables pour accroître la consommation individuelle de poisson par les Canadiens, l'industrie est appelée à souffrir. Il faudra absolument faire de nouveaux efforts pour rendre le poisson plus alléchant et plus facile à vendre.